



SDEC ENERGIE

DECISION DE LA PRESIDENTE N° 2025-DEC-59

Objet : Déclaration d'infructuosité - Lots 1, 2, 3 et 6 du marché services d'assurances

LA PRESIDENTE DU SDEC ÉNERGIE,

VU, les articles L 2122-22 et L 2122-23 et, L 5211-2 et L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, la délibération du Comité Syndical du SDEC ÉNERGIE en date du 30 mars 2023, portant délégation d'attribution à la Présidente,

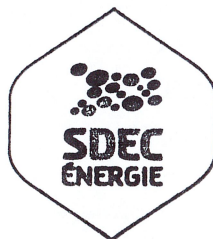
VU, le Code de la Commande Publique, et notamment ses articles R2185-2 et R2122-2,

CONSIDERANT que la procédure d'appel d'offres lancée le 18/06/2025 pour les lots 1 (Dommages aux biens), 2 (RC Maitrise d'œuvre), 3 (Flotte automobile) et 6 (Bris de machine / PV) du marché SERVICES D'ASSURANCES s'est révélée infructueuse, aucune offre n'ayant été reçue ;

DECIDE

- Article 1 : de déclarer la procédure infructueuse pour les lots 1, 2, 3 et 6 du marché susvisé,
- Article 2 : de lancer une nouvelle consultation sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R2122-2 du Code de la Commande Publique,
- Article 3 : de mettre en œuvre cette décision et de signer l'ensemble des pièces, documents et actes s'y rapportant,
- Article 4 : d'insérer la présente décision au registre des délibérations et d'en rendre compte au Comité et au Bureau Syndical.

Fait à Caen, le 04 NOV. 2025



La Présidente du SDEC ÉNERGIE,

Catherine GOURNEY-LECONTE

Décision certifiée exécutoire :

- Pour avoir été publiée ou notifiée le : 04 NOV. 2025
- Et transmise en Préfecture de Caen le : 04 NOV. 2025

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le tribunal administratif de Caen peut être saisi par voie de recours formé contre une décision pendant un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de sa réception en Préfecture, date de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être formé à l'encontre de cette décision, cette démarche suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la décision du SDEC ÉNERGIE, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse du SDEC ÉNERGIE pendant ce délai.